

2022

Sommaire

1.RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
1. Situation du groupe et faits marquants	5
1.1. Forte progression du CA et du ROC au 1er semestre 2022	5
1.2. Dette Nette Comptable (DNC) maintenue à un niveau maîtrisé	6
1.3. Econocom accentue sa stratégie de croissance externe	6
1.4. Evolution de la gouvernance et de l'actionnariat	7
2. Résultats semestriels	8
2.1. Chiffres clés (non audités)	8
2.2. Présentation de l'activité du semestre	11
2.3. Chiffres clés par activité	13
2.4. Chiffres clés par zone géographique	15
3. Perspectives	16
4. Facteurs de risque et litiges	16
5. Entreprises liées	16
6. Ressources humaines	16
7. Valeur de l'action et structure de l'actionnariat	17
2.ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	18
1. Compte de résultat consolidé condensé et résultat par action	19
2. État de la situation financière consolidée	22
3. État de variation des capitaux propres consolidés	24
4. État des flux de trésorerie consolidés	26
5. Notes annexes aux états financiers consolidés	28
5.1. Méthodes comptables	28
5.2. Variation du périmètre de consolidation au premier semestre 2022	33
5.3. Information sectorielle	34
5.4. Charges opérationnelles	36
5.5. Autres produits et charges opérationnels non courants	39
5.6. Résultat financier	40
5.7. Impôts sur les résultats	40
5.8. Résultat par action et résultat par action dilué	41
5.9. Écarts d'acquisition	42
5.10. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	43
5.11. Autres créances à long terme	46
5.12. Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	47
5.13. Dettes d'engagements bruts de valeurs résiduelles financières	48
5.14. Autres Passifs financiers	48
5.15. Actifs et passifs d'exploitation	49
5.16. Trésorerie, endettement brut et endettement net	52
5.17. Éléments sur les capitaux propres	55
5.18. Provisions	58
5.19. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés	59
5.20. Transactions avec les parties liées	62
5.21. Événements post clôture	64

Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance les états financiers semestriels clos au 30 juin 2022 ont été préparés conformément à l'ensemble des normes comptables applicables et donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion intermédiaire annexé au présent document donne une présentation fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice financier, de leur impact sur les états financiers et des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes relatifs aux six mois restants de l'exercice financier.

26 juillet 2022

Jean-Louis Bouchard, représentant d'Econocom International BV

Président d'Econocom



01

rapport du conseil d'administration

1. Situation du groupe et faits marquants

Le groupe Econocom a réalisé au 1^{er} semestre 2022 un Chiffre d'Affaires (CA) de 1 240 millions d'euros, en croissance¹ soutenue de 9,0% par rapport à celui de la même période de 2021. En incluant l'impact des acquisitions et cessions, la croissance est de 13,4%. Le Résultat Opérationnel Courant² (ROC) s'établit à 58,8 millions d'euros en progression¹ de 12,6% par rapport aux 52,3 millions d'euros enregistré un an plus tôt. De son côté, la Dette Nette Comptable³ (DNC) à fin juin 2022 ressort à 272 millions d'euros contre 217 millions d'euros à fin juin 2021.

1.1. Forte progression du CA et du ROC au 1er semestre 2022

Malgré des difficultés d'approvisionnement persistantes, le groupe Econocom a réalisé au 1^{er} semestre 2022 un chiffre d'affaires de 1 240 millions d'euros, en croissance¹ soutenue de 9,0% par rapport à celui de la même période de 2021. En incluant les acquisitions et cessions détaillées plus loin, la croissance est de 13,4%. A la suite du reclassement de certaines entités en activités non poursuivies, le chiffre d'affaires de ces dernières ressort à 125 millions d'euros au 1^{er} semestre 2022.

Sur la période, les activités poursuivies ont connu les développements suivants :

- le chiffre d'affaires de Produits & Solutions (P&S) s'établit à 493 millions d'euros, en croissance¹ de 12,0% : Econocom a tiré parti de la bonne orientation du marché de la distribution d'actifs numériques et bénéficié du niveau élevé de son carnet de commandes de fin 2021 malgré la persistance actuelle des difficultés d'approvisionnement ; le ROC de P&S progresse¹ de 6,3% pour s'établir à 16,9 millions d'euros ;
- Technology Management & Financing (TMF) confirme la reprise de son activité à 499 millions d'euros, avec une croissance¹ de 14,0% ; le ROC de TMF ressort ainsi à 21,6 millions d'euros, soit une taux de rentabilité de 4,3%.
- l'activité Services affiche un chiffre d'affaires de 248 millions d'euros, en baisse¹ de 4,4% ; en revanche, la rentabilité augmente de 0,9pt pour s'établir à 8,2%.

Au total, le ROC du Groupe est en hausse¹ de 12,6% et atteint 58,8 millions d'euros contre 52,3 millions d'euros pour la même période de 2021. La rentabilité opérationnelle s'établit à 4,7% au 1^{er} semestre 2022, stable par rapport au 1^{er} semestre 2021.

Après prise en compte de charges opérationnelles non courantes à hauteur de 10,2 millions d'euros, d'un résultat financier de -5,8 millions d'euros et d'une charge d'impôt de 6,4 millions d'euros, le résultat net des activités poursuivies atteint 35,5 millions d'euros au 1^{er} semestre

¹ A normes et périmètre constants

² Avant amortissements des actifs incorporels d'acquisition

³ Excluant l'impact IFRS 16 des contrats de location pour lesquels Econocom est preneur

2022 vs. 24,8 millions d'euros au 1er semestre 2021, soit une croissance élevée de 42,7% à normes constantes.

Déduction faite du résultat des activités non poursuivies, le résultat et consolidé s'établit à 33,6 millions d'euros en hausse de 10,8% à normes constantes.

1.2. Dette Nette Comptable (DNC) maintenue à un niveau maîtrisé

La DNC s'établit à 272 millions d'euros au 30 juin 2022 à comparer à 217 millions d'euros un an plus tôt. La hausse s'explique notamment par la baisse de l'affacturage et de l'affacturage inversé hauteur de 60 millions d'euros environ et l'acquisition d'actions propres au 1er semestre 2022 à hauteur de 40 millions d'euros.

Econocom a émis le 2 mai 2022 avec succès un emprunt obligataire de type *Schuldscheindarlehen* (placement privé de droit allemand) pour un montant total de 200 millions d'euros.

Dans un contexte de hausse des taux et de volatilité importante des marchés financiers, cet emprunt permet au groupe de fixer des conditions de taux compétitives pour financer ses projets d'acquisitions et refinancer les échéances prochaines de sa dette obligataire (OCEANE). En outre, cette émission permet au groupe de diversifier ses sources de financement et d'allonger la maturité de sa dette.

1.3. Econocom accentue sa stratégie de croissance externe

Au cours du semestre écoulé, Econocom a tout d'abord annoncé l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de Sofi Groupe.

Sofi Groupe est un acteur industriel de référence du reconditionnement en France de smartphones et tablettes. Cette acquisition, réalisée par Econocom France, leader indépendant de la location d'actifs numériques en France, s'inscrit dans une stratégie commune de conquête du marché du numérique reconditionné en Europe.

L'acquisition permet à Econocom d'élargir son positionnement à l'intégralité du cycle de vie des matériels informatiques fixes et mobiles. L'outil industriel et l'expertise technique de Sofi Groupe donneront les moyens à TMF d'internaliser et d'augmenter significativement les volumes d'équipements reconditionnés pour adresser la demande croissante des organisations publiques et privées pour ce type de matériel.

Après l'acquisition de Trams au Royaume-Uni en juillet 2021, Econocom a également poursuivi sa croissance externe dans son activité Produits & Solutions, avec l'acquisition d'une part majoritaire dans Semic SA, un des fournisseurs globaux de solutions informatiques en Espagne, pays stratégique pour le groupe.

Fondé en 1982, Semic offre à ses clients, tant dans le secteur privé que public, une large gamme de solutions comprenant entre autres la distribution de matériel informatique, le conseil pour la mise en place d'infrastructures informatiques ainsi que des services d'infogérance.

L'entreprise possède une vaste expertise sectorielle avec un savoir-faire particulier dans les secteurs de l'administration publique, de la santé et de l'éducation.

1.4. Evolution de la gouvernance et de l'actionnariat

L'Assemblée générale du 31 mars 2022 a, sur proposition du Conseil d'administration, nommé Monsieur Laurent Roudil en qualité de nouvel administrateur d'Econocom Group. Compte tenu de ses pouvoirs de gestion journalière, il est désormais Administrateur Délégué à la gestion journalière. Il est également CEO d'Econocom Group.

A la date du présent document, le capital de Econocom Group s'élève à 23 731 026,74 EUR, représenté par 222 929 980 actions. A cette date, Econocom Group et ses filiales directes et indirectes détiennent ensemble 45 154 325 actions Econocom Group, à savoir 20,25% des actions de la société.

2. Résultats semestriels

2.1. Chiffres clés (non audités)

Compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2022	1er semestre 2021 retraité*
Produits des activités poursuivies	1 239,5	1 092,6
Produits et Solutions	492,7	390,0
Services	247,7	269,9
Technology Management & Financing	499,2	432,7
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition	58,8	52,3
Résultat opérationnel courant	57,8	51,3
Autres produits et charges opérationnels non courants	(10,2)	(7,5)
Résultat opérationnel	47,7	43,7
Autres charges et produits financiers	(5,8)	(5,7)
Résultat avant impôt	41,9	38,0
Impôts	(6,4)	(13,2)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	(0,1)
Résultat net des activités non poursuivies	(1,9)	5,6
Résultat net consolidé	33,6	30,3
Résultat net part des minoritaires	1,2	2,5
Résultat net part du groupe	32,4	27,8
Résultat net recurrent	44,0	31,1
Résultat net récurrent, part du groupe	42,8	28,6

Résultat par action

<i>en euro</i>	1er semestre 2022	1er semestre 2021 retraité*
Résultat net par action – part groupe	0,183	0,142
Résultat net par action	0,190	0,155
Résultat net dilué par action – part groupe	0,178	0,141
Résultat net dilué par action	0,185	0,153
Résultat net récurrent par action – part groupe	0,242	0,146
Résultat net récurrent par action	0,249	0,159

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

Passage du résultat publié au résultat récurrent

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2022 publié	Amortisse- ment des actifs incorporels d'acqui- sition	Autres éléments non courants	Activités non poursuivies	1er semestre 2022 récurrent	1er semestre 2021 récurrent retraité*
Produits des activités poursuivies	1 239,5	-	-	-	1 239,5	1 092,6
Résultat opérationnel courant	57,8	1,0	-	-	58,8	52,3
Autres produits et charges opérationnels non courants	(10,2)	-	10,2	-	-	-
Résultat opérationnel	47,7	1,0	10,2	-	58,8	52,3
Autres charges et produits financiers	(5,8)	-	0,2	-	(5,6)	(5,9)
Résultat avant impôt	41,9	1,0	10,4	-	53,2	46,3
Impôts	(6,4)	(0,3)	(2,6)	-	(9,3)	(15,1)
Résultat SME	-	-	-	-	-	(0,1)
Résultat net des activités non poursuivies	(1,9)	-	-	1,9	-	-
Résultat net consolidé	33,6	0,8	7,8	1,9	44,0	31,1
Résultat net part des minoritaires	1,2	-	-	-	1,2	2,5
Résultat net part du groupe	32,4	0,8	7,4	1,9	42,8	28,6

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

Bilan et structure financière

La présentation ci-après du bilan en donne une lecture plus économique :

- en imputant la trésorerie d'actif sur les dettes obligataires et les autres dettes financières au passif afin d'y faire apparaître directement l'endettement net comptable et
- en faisant ressortir des créances clients à l'actif la part correspondant aux contrats TMF autoportés.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021 retraité*
ACTIF		
Ecart d'acquisition	506,4	494,9
Autres actifs non courants	202,3	216,3
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	171,7	170,7
Clients et autres débiteurs	858,6	796,4
<i>dont encours de location autoportés</i>	282,0	208,3
Autres actifs courants	170,9	185,4
Actifs détenus en vue de la vente	166,8	69,0
TOTAL ACTIF	2 076,7	1 932,7

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021 retraité*
PASSIF		
Capitaux propres	420,3	439,1
Endettement net	272,0	66,8
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	98,9	98,1
Autres passifs financiers	79,2	56,7
Autres passifs non courants	122,5	108,0
Fournisseurs	819,3	882,0
Autres passifs courants	200,9	251,3
Passifs détenus en vue de la vente	63,5	30,7
TOTAL PASSIF	2 076,7	1 932,7

* Lié à l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3.).

2.2. Présentation de l'activité du semestre

Au cours du premier semestre 2022, le groupe Econocom a enregistré une forte progression du chiffre d'affaires consolidé de ses activités poursuivies. Ce dernier s'établit en effet à 1 239,5 millions d'euros, en croissance¹ +9,0% en organique. Cette performance a été réalisée malgré un contexte de difficultés d'approvisionnement, engendrant des retards de livraisons

qui ont principalement impacté les activités Produits & Solutions et Technology Management & Financing (TMF).

L'activité Technology Management & Financing (TMF) affiche, pour l'ensemble du semestre, une croissance¹ de 14,0%. Avec Sofi Group acquise au deuxième trimestre, la croissance totale est de 15,4%. La croissance organique du groupe est également portée par l'activité Produits et Solutions dont le chiffre augmente¹ de 12,0%. Avec Semic acquise au deuxième trimestre, la croissance totale est de 26,3%. A contrario, l'activité Services est en repli¹ de 4,4% et de -8,2% si l'on tient compte des cessions intervenues principalement au second semestre 2021.

De son côté, le ROC des activités poursuivies s'établit au premier semestre 2022 à 58,8 millions d'euros en progression¹ de 12,6% par rapport aux 52,3 millions d'euros enregistrés un an plus tôt. Il bénéficie notamment de l'accroissement de la contribution de TMF, de l'amélioration de la rentabilité de l'activité Services et de l'effet volume favorable chez P&S.

Par ailleurs, le groupe a constaté, pour ses activités poursuivies, des charges opérationnelles non courantes de 10,2 millions d'euros au premier semestre 2022 (contre 7,5 millions d'euros au premier semestre 2021). Ces charges sont majoritairement liées aux départs engagés dès ce début 2022.

Les charges financières nettes s'élèvent à -5,8 millions d'euros contre -5,7 millions d'euros au premier semestre 2021 profitant d'une diminution des charges d'intérêts compensées par la hausse des autres produits et charges financiers du fait notamment d'éléments non récurrents.

L'impôt, déterminé selon la méthode du taux projeté, apparaît en forte baisse de -13,2 à -6,4 M€ entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 du fait de la non reproduction cette année des charges d'impôt non récurrentes supportées l'an dernier et des profits non taxables à l'IS enregistrés au 1^{er} semestre 2022.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat net des activités poursuivies s'établit à 35,5 millions d'euros contre 24,8 millions d'euros un an plus tôt soit une forte progression de +42,7% à normes constantes.

De son côté, le résultat net des activités non poursuivies s'établit à -1,9 millions d'euros contre +5,6 millions d'euros au premier semestre 2021. Cette baisse s'explique d'abord par l'impact négatif des éléments non récurrents enregistrés (+4,2 M€ de plus-values de cession et earn-out encaissé au 1^{er} semestre 2021 contre -2,2 M€ de moins-value au 1^{er} semestre 2022) et, dans une moindre mesure, par la dégradation du résultat opérationnel des activités classées comme non poursuivies.

Le résultat net consolidé du premier semestre 2022 s'établit donc à 33,6 millions d'euros en progression à normes constantes de 10,8% par rapport aux 30,3 millions d'euros du premier semestre 2021. En part du groupe, il est de 32,4 millions d'euros (vs 27,8 millions d'euros au premier semestre 2021).

Le résultat net récurrent s'élève à 44,0 millions d'euros à fin juin 2022 contre 31,1 millions d'euros à fin juin 2021, soit une augmentation à normes constantes de 41,3%.

Les fonds propres au 30 juin 2022 s'établissent à 420,3 millions d'euros contre 439,1 millions d'euros à fin décembre 2021, la baisse étant principalement due aux rachats d'actions propres intervenus au premier semestre pour un montant de 28,7 millions d'euros et au remboursement de prime d'émission décidé lors de l'Assemblée Générale du 31 mars 2022 pour -24,9 millions d'euros, en partie compensés par le bénéfice net du semestre.

La DNC³ au 30 juin 2022 s'élève à 272,0 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité	31 décembre 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	308,1	299,7	405,9
Dettes bancaires et billets de trésorerie	(69,9)	(158,9)	(71,9)
Trésorerie nette bancaire	238,2	140,8	334,0
Dettes obligataire convertible OCEANE	(149,4)	(180,1)	(182,5)
Dettes obligataire non convertible (EuroPP)	-	(55,5)	(56,4)
Dettes obligataire non convertible (Schuldschein)	(208,1)	(35,1)	(13,0)
Contrats et créances cédés avec recours et autres	(152,7)	(87,1)	(149,0)
Endettement net	(272,0)	(217,0)	(66,8)

2.3. Chiffres clés par activité

Le chiffre d'affaires et le ROC (Résultat Opérationnel Courant, avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition) des activités poursuivies se répartissent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*	1^{er} semestre 2021 ***	Croissance totale **	Croissance organique ***
Produits et Solutions	492,7	390,0	439,7	26,3%	12,0%
Services	247,7	269,9	259,2	(8,2%)	(4,4%)
Technology Management & Financing	499,2	432,7	437,9	15,4%	14,0%
Chiffre d'affaires	1 239,5	1 092,6	1 136,8	+13,4%	+9,0%

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

** A normes constantes

*** A change et périmètre constants

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*	1^{er} semestre 2021 **	ROC en % du CA S1 2022	ROC en % du CA S1 2021*
Produits et Solutions	16,9	14,9	15,9	3,4%	3,8%
Services	20,3	19,7	18,4	8,2%	7,3%
Technology Management & Financing	21,6	17,7	17,9	4,3%	4,1%
ROC ⁽¹⁾	58,8	52,3	52,3	4,7%	4,8%

(1) avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

** A change et périmètre constants

Le chiffre d'affaires de l'activité Produits et Solutions (P&S) s'établit à 493 millions d'euros au 1^{er} semestre 2022 contre 390 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, soit une croissance de 26,3%. Nette des variations de change et de périmètre (acquisition de Sémic), la croissance organique s'établit à 12,0% malgré les tensions sur les approvisionnements qui pèsent toujours sur les livraisons. Cette croissance s'explique notamment par des besoins en actifs numériques en progression toujours soutenue dans la plupart des géographies où P&S opère. Le résultat opérationnel courant de l'activité atteint 16,9 millions d'euros contre 15,9 millions d'euros un an plus tôt à normes et périmètre constants, soit une progression de 6,3%.

L'activité Services a atteint au 1^{er} semestre 2022 un chiffre d'affaires de 248 millions d'euros en repli organique de 4,4 %, principalement en France et au Benelux. En revanche, le ROC atteint 20,3 millions d'euros contre 18,4 millions d'euros un an plus tôt soit une hausse de plus de 10 %. Le taux de rentabilité s'établit ainsi à 8,2 % du chiffre d'affaires (contre 7,3 % un an plus tôt).

L'activité TMF enregistre, à normes et périmètres constants, une croissance organique de 14,0% de son chiffre d'affaires qui atteint 492,7 millions d'euros à fin juin 2022. Le repli du chiffre d'affaires TMF principalement au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Benelux a été plus que compensé par la croissance organique réalisée en Europe du Sud et surtout en France (portée par des marchés significatifs). Le ROC de l'activité TMF s'élève, quant à lui, à 21,6 millions d'euros, en progression¹ soutenue par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021. Ce faisant, le taux de rentabilité progresse légèrement de 4,1 à 4,3%.

2.4. Chiffres clés par zone géographique

Le chiffre d'affaires par zone géographique se détaille comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*	1^{er} semestre 2021 ***	Croissance totale**	Croissance organique**
France	643,3	552,8	545,2	16,4%	18,0%
Benelux	165,3	167,2	167,2	(1,1%)	(1,1%)
Europe du Sud	279,2	245,9	265,1	13,5%	5,3%
Europe du Nord et de l'Est	139,7	108,1	138,8	29,2%	0,7%
Amériques	12,1	18,6	20,6	(35,0%)	(41,1%)
Total chiffre d'affaires	1 239,5	1 092,6	1 136,8	13,4%	9,0%

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

** A normes constantes

*** A change et périmètre constants

La croissance organique du chiffre d'affaires est portée par la France (chez TMF et P&S) et l'Europe du Sud (pour l'ensemble des activités). A l'inverse, dans la zone Amériques, la décroissance est liée à l'activité TMF et à l'absence de contrats significatifs.

3. Perspectives

Econocom maintient sa prévision de croissance organique à 5% concernant le Chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année 2022.

4. Facteurs de risque et litiges

Les facteurs de risques décrits dans le rapport annuel 2021 n'ont pas sensiblement évolué au cours du premier semestre 2022.

Conformément aux recommandations de l'ESMA, Econocom considère que les impacts de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie ne devraient pas avoir un impact négatif significatif sur ses comptes consolidés. Econocom n'a pas d'activité dans ces trois pays et ses ventes comme ses approvisionnements y sont limités. Les mesures récentes prises à l'encontre des ressortissants russes ou biélorusses n'impactent pas l'actionnariat du groupe.

5. Entreprises liées

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant les entreprises liées depuis la publication du rapport annuel 2021.

6. Ressources humaines

Le nombre de collaborateurs du groupe est de 8 556 au 30 juin 2022 contre 8 197 au 31 décembre 2021.

7. Valeur de l'action et structure de l'actionnariat

Le cours de l'action Econocom était de 3,34 € au 30 juin 2022. L'action Econocom Group (BE0974313455 - ECONB) est cotée sur NYSE Euronext à Bruxelles depuis 1986 et fait partie des indices Bel Mid et Family Business.

La structure actionnariale a évolué comme suit en % du capital :

<i>en % du capital</i>	30 juin 2022		31 décembre 2021	
	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	39,99%	62,48%	40,10 %	60,64%
Public	39,76%	37,52%	43,12 %	39,36%
Autodétention	17,21%	-	8,74 %	-
Détention par les filiales de la Société	3,04%		8,04 %	
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Dans le cadre des rachats d'actions propres autorisés par l'Assemblée Générale des actionnaires le 30 novembre 2021, Econocom Group SE a procédé, le 09/05/2022, à une transaction de rachat de 17 491 507 actions Econocom Group précédemment détenues par une filiale indirecte à savoir BIS Bedrijfs Informatie Systemen B.V. (BIS B.V) au prix de 3,66€.

Le 09/05/2022, en application des dispositions de la Loi, Econocom Group SE a reçu une notification de franchissement de seuil de BIS BV, déclarant avoir franchi à la baisse le seuil de 5% des droits de vote de la Société le 09/05/2022 suite à l'acquisition par Econocom Group SE des 17 491 507 actions détenues par BIS BV dans le capital d'Econocom Group SE.

Econocom Group a par ailleurs continué son programme de rachat d'actions et a acquis au premier semestre 2022 un total de 941 932 actions Econocom Group.

Au 30 juin 2022, Econocom Group SE détient 38 371 622 actions Econocom Group sur un nombre total de titres émis de 222 929 980, soit 17,21 % des titres de la société. Par ailleurs, Econocom Digital Finance Ltd, une filiale indirecte de la société Econocom Group SE détient 6 782 703 actions Econocom Group.

Au total, Econocom Group et ses filiales directes et indirectes détiennent ensemble 20,25% des actions d'Econocom Group.

02

états financiers consolidés*

* non audités

1. Compte de résultat consolidé condensé et résultat par action

Au 30 juin 2022 et au 30 juin 2021

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2022	1 ^{er} semestre 2021 retraité*
Produits des activités poursuivies	5.3	1 239,5	1 092,6
Charges opérationnelles	5.4	(1 181,7)	(1 041,3)
Coût des ventes		(867,1)	(746,8)
Frais de personnel		(227,1)	(233,4)
Charges externes		(62,9)	(56,4)
Dotations aux amortissements et provisions		(23,7)	(15,4)
Perte nette de valeur sur actifs courants et non courants		(2,0)	6,6
Impôts et taxes d'exploitation		(4,6)	(5,3)
Autres produits et charges d'exploitation		3,3	6,7
Résultat financier opérationnel		2,5	2,7
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition		58,8	52,3
Résultat opérationnel courant		57,8	51,3
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.5	(10,2)	(7,5)
Résultat opérationnel		47,7	43,7
Autres charges et produits financiers	5.6	(5,8)	(5,7)
Résultat avant impôt		41,9	38,0
Impôts	5.7	(6,4)	(13,2)
Résultat net - Activités poursuivies		35,5	24,8
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	(0,1)
Résultat net des activités non poursuivies	5.1.4	(1,9)	5,6
Résultat net consolidé		33,6	30,3
Résultat net, part des minoritaires		1,2	2,5
Résultat net, part du groupe		32,4	27,8
Résultat net récurrent		44,0	31,1
Résultat net récurrent part du groupe ⁽¹⁾		42,8	28,6

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).-

<i>en part du groupe et en euros</i>	Notes	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Résultat net par action – activités poursuivies		0,196	0,114
Résultat net par action – activités non poursuivies		(0,013)	0,029
Résultat net par action	5.8	0,183	0,142
Résultat dilué par action – activités poursuivies		0,190	0,112
Résultat dilué par action – activités non poursuivies		(0,012)	0,028
Résultat net par action dilué	5.8	0,178	0,141
Résultat net récurrent par action ⁽¹⁾		0,242	0,146

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

(1) Le résultat net récurrent part du groupe est l'indicateur de performance retenu par Econocom pour mieux apprécier sa performance économique et financière. Il exclut :

- les amortissements des actifs incorporels d'acquisition, nets des effets fiscaux ;
- les autres produits et charges opérationnels non courants, nets des effets fiscaux ;
- les autres produits et charges financiers non courants, nets des effets fiscaux ;
- le résultat net des activités abandonnées.

Un tableau de passage du résultat net part du groupe à ce résultat net part du groupe récurrent est fourni au paragraphe 2.1 du Rapport du Conseil d'Administration.

État du résultat global consolidé

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Résultat net consolidé	33,6	30,3
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	-	(0,2)
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies	-	(0,2)
Impôts différés sur la réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies	-	-
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	6,7	1,4
Variation de la valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs	7,4	(0,2)
Impôts différés sur la variation de la valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs	(1,8)	0,0
Écarts de change découlant de la conversion d'établissements à l'étranger	1,1	1,5
Autres éléments du résultat global	6,7	1,2
Résultat global total	40,3	31,5
Attribuable aux intérêts minoritaires	1,2	2,6
Attribuable au groupe	39,1	28,7

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

2. État de la situation financière consolidée

Actif

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2022	31 déc. 2021 retraité*
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	5.10.1	39,7	37,2
Écarts d'acquisition nets	5.9	506,4	494,9
Immobilisations corporelles nettes	5.10.2	32,2	31,8
Droits d'utilisation	5.10.3	54,5	55,0
Immobilisations financières	5.10.4	21,6	29,5
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.12	129,5	128,0
Autres créances à long terme	5.11	17,3	23,3
Impôts différés actifs		37,0	39,5
Total actifs non courants		838,2	839,3
Actifs courants			
Stocks	5.15.1	91,3	122,6
Clients et autres débiteurs**	5.15.2	858,6	796,4
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.12	42,2	42,7
Actifs d'impôts courants		13,9	10,9
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif	5.15.2	31,3	19,7
Autres actifs courants	5.15.2	34,3	32,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.16.1	308,9	405,9
Actifs détenus en vue de la vente	5.1.4	166,8	69,0
Total actifs courants		1 547,4	1 499,2
Total actif		2 385,6	2 338,5

* Du fait de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3.).

** Dont encours de location autoportés : 282,0 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 208,3 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Passif

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2022	31 déc. 2021 retraité*
Capital	5.17.1	23,7	23,7
Primes et réserves		287,0	291,6
Résultat de la période - part du groupe		32,4	65,5
Total capitaux propres - part du groupe	5.17.2	343,2	380,7
Intérêts minoritaires	5.17.5	77,1	58,4
Total capitaux propres		420,3	439,1
Passifs non courants			
Emprunts obligataires**	5.16.2	207,0	194,3
Dettes financières**	5.16.2	100,7	108,3
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.13	76,2	75,3
Passifs locatifs long terme	5.10.3	38,7	40,7
Autres passifs financiers***	5.14	31,4	9,6
Provisions	5.18	20,4	5,0
Provisions pour retraites et engagements assimilés		38,7	36,5
Autres dettes		10,2	9,3
Impôts différés passifs		14,5	16,3
Total passifs non courants		537,8	495,4
Passifs courants			
Emprunts obligataires**	5.16.2	150,7	57,7
Dettes financières**	5.16.2	122,5	112,4
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.13	22,6	22,8
Passifs locatifs court terme	5.10.3	18,6	18,0
Autres passifs financiers***	5.14	47,8	47,1
Provisions	5.18	21,4	26,9
Passifs d'impôts courants		14,2	17,2
Fournisseurs et autres créiteurs courants	5.15.3	819,3	882,0
Passifs du contrat		41,0	52,1
Autres passifs courants	5.15.3	105,8	137,2
Passifs détenus en vue de la vente	5.1.4	63,5	30,7
Total passifs courants		1 427,5	1 404,1
Total passif et capitaux propres		2 385,7	2 338,5

* Du fait de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3.).

** Déduction faite de la trésorerie apparaissant à l'actif pour 308,9 millions d'euros au 30 juin 2022 (et 405,9 millions d'euros au 31 décembre 2021), l'endettement net ressort à 272,0 millions d'euros au 30 juin 2022 (contre 66,8 millions d'euros au 31 décembre 2021).

*** Concernent les dettes d'acquisition conditionnées.

3. État de variation des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2021 et au 30 juin 2022

<i>En millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes liées au capital	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables au groupe	Capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2021	220 880 430	23,5	213,6	(23,0)	198,1	(6,1)	406,1	66,9	472,9
Impact IAS 38*					(5,5)	-	(5,5)	-	(5,5)
Résultat de la période	-	-	-	-	27,8	-	27,8	2,5	30,3
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat	-	-	-	-	-	1,1	1,1	0,1	1,2
Résultat global total au premier semestre 2021 retraité*	-	-	-	-	27,8	1,1	28,9	2,6	31,5
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	0,8	0,8	-	0,8
Remboursement de primes d'émission (versé en juillet)	-	-	(24,4)	-	-	-	(24,4)	-	(24,4)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements nets de titres d'autocontrôle	-	-	-	(72,0)	-	-	(72,0)	-	(72,0)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Comptabilisation initiale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Variation de valeur	-	-	-	-	-	0,3	0,3	(0,3)	-
Autres opérations et opérations affectant les participations minoritaires	-	-	-	-	-	0,4	0,4	0,8	1,2
Solde au 30 juin 2021 retraité*	220 880 430	23,5	189,2	(95,0)	220,4	(3,5)	334,6	70,0	404,5

* Du fait de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS (cf. 5.1.3.).

02 états financiers consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes liées au capital	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables au groupe	Capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021	222 281 980	23,7	194,8	(106,0)	274,2	(5,9)	380,8	58,4	439,1
Impact des changements de normes ou méthodes comptables							-		-
Solde au 1er janvier 2022	222 281 980	23,7	194,8	(106,0)	274,2	(5,9)	380,8	58,4	439,1
Résultat de la période					32,4		32,4	1,2	33,6
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat						6,7	6,7		6,7
Résultat global total au premier semestre 2022					32,4	6,7	39,1	1,2	40,3
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions					2,9		2,9		2,9
Remboursement de primes d'émission (versé en juillet)			(25,3)				(25,3)	(6,0)	(31,3)
Augmentation de capital	648 000	0,1	1,7				1,8		1,8
Mouvements nets de titres d'autocontrôle				(28,7)			(28,7)		(28,7)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Comptabilisation initiale					(0,5)		(0,5)	0,5	0,1
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Variation de valeur					(23,2)		(23,2)	23,2	-
Autres opérations et opérations affectant les participations minoritaires					(3,7)		(3,7)	(0,2)	(3,9)
Solde au 30 juin 2022	222 929 980	23,7	171,2	(134,6)	282,1	0,8	343,2	77,1	420,3

4. État des flux de trésorerie consolidés

Au 30 juin 2022 et au 30 juin 2021

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2022	1 ^{er} semestre 2021 retraité*
Résultat net des activités poursuivies		35,5	24,8
Provisions, dépréciations et amortissements	5.19.1.1	30,0	8,6
Élimination de l'impact des intérêts résiduels donnés en location	5.19.1.1	(3,9)	(0,2)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	5.19.1.1	2,3	(0,6)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		63,8	32,7
Charge d'impôt constatée	5.7	6,4	13,4
Coût de l'endettement financier net		3,0	5,6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)		73,3	51,7
Variation du besoin en fonds de roulement (b), dont : <i>Investissements dans les contrats TMF autoportés</i> <i>Autres variations du BFR</i>	5.19.1.2	(148,0) (73,8) (74,2)	(195,6) (7,2) (188,4)
Impôt décaissé avant imputation des crédits d'impôts (c)		(8,8)	(8,3)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	5.19.1	(83,6)	(152,2)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5.19.2	(8,4)	(8,8)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0,3	2,5
Acquisitions d'immobilisations financières		(0,4)	(3,0)
Cessions d'immobilisations financières		3,2	5,8
Acquisitions de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	5.19.2	(27,0)	(8,6)
Cessions de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise		-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	5.19.2	(32,3)	(12,1)

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2021 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le tableau de flux de trésorerie consolidé du 1^{er} semestre 2021 de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

02 états financiers consolidés

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2022	1 ^{er} semestre 2021 retraité*
Rachat d'OCEANE		(33,8)	(3,3)
Emission d'emprunts obligataires non convertibles		199,0	-
Remboursements d'emprunts obligataires non convertibles		(60,5)	-
Augmentations de capital		1,8	0,8
Rachats d'actions propres (nets des cessions)		(28,7)	(72,0)
Dividendes encaissés		24,0	-
Rémunérations des actionnaires décaissées au cours de la période		-	-
Variation des dettes de refinancement sur les contrats de location et dettes sur contrats auto-portés		(12,9)	5,3
Augmentation des dettes financières		26,9	29,0
Remboursement des dettes financières		(52,5)	(123,3)
Variation nette des billets de trésorerie		0,5	(19,5)
Principaux éléments des paiements provenant des contrats de location		(11,0)	(9,3)
Intérêts décaissés		(2,5)	(5,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	5.19.3	50,5	(198,1)
Incidence des différences de change sur la trésorerie (g)		2,0	0,3
Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies (h)		(34,3)	11,7
Variation de la trésorerie nette (d+e+f+g+h)		(97,7)	(350,5)
Trésorerie nette au début de l'exercice ⁽¹⁾	5.16	405,9	648,5
Variation de la trésorerie		(97,7)	(350,5)
Trésorerie nette à la clôture de la période ⁽¹⁾	5.16	308,1	298,1

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2021 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le tableau de flux de trésorerie consolidé du 1^{er} semestre 2021 de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

(1) Nette des découverts bancaires : 0,8 millions d'euros au 30 juin 2022 et 1,7 millions d'euros au 30 juin 2022.

Les principaux mouvements de l'état des flux de trésorerie consolidés sont expliqués dans la note 5.18.

5. Notes annexes aux états financiers consolidés

5.1. Méthodes comptables

5.1.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés simplifiés pour le semestre clos au 30 juin 2022 ont été préparés, sur une base de continuité d'exploitation, conformément aux dispositions de la norme IAS 34 (Information Financière Intermédiaire) et au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2022⁴.

Les états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom intègrent les états financiers de la société Econocom Group SE et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros. Les arrondis à la décimale la plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Econocom Group SE, société mère du groupe, est une Société Européenne dont le siège social se situe Place du Champ de Mars, 5, 1050 Bruxelles. La société est immatriculée au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise 0422 646 816 et est cotée sur Euronext à Bruxelles.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2022 et ne font pas fait l'objet d'une revue de la part du Commissaire.

Les comptes intermédiaires suivent des règles et méthodes comptables identiques à celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2021, telles que détaillées dans le rapport annuel 2021, à l'exception des points décrits dans les paragraphes 5.1.2.1 et 5.1.3. relatifs aux normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022 et aux changements de méthode comptable.

Ils satisfont aux dispositions en matière de contenu et d'informations à fournir, définies dans la norme IAS 34, et, par conséquent, doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 tels que publiés dans le rapport annuel 2021.

Les particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires sont les suivantes.

⁴ Disponibles sur https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

5.1.1.1. Méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires

5.1.1.1.1. Provisions pour engagements postérieurs à l'emploi

La charge du semestre au titre des engagements postérieurs à l'emploi est calculée sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus au cours du semestre.

5.1.1.1.2. Impôt sur le résultat

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période, entité fiscale par entité fiscale, le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année en cours. Cette charge est, le cas échéant, ajustée des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

5.1.1.1.3. Evaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour les comptes intermédiaires, l'évaluation à la juste valeur est déterminée selon la même méthode que les comptes annuels.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix du marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie.

En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation, nécessaire à la valorisation des actifs financiers.

De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet significatif sur les montants estimés de juste valeur.

5.1.1.2. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom implique que le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne des hypothèses jugées réalistes ou raisonnables. Certains faits ou circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres ou résultat net du groupe.

De façon générale, les principales méthodes comptables impliquant de recourir à des estimations sont les suivantes :

- dépréciation des écarts d'acquisition,
- évaluation des intérêts résiduels (pour l'activité Technology Management & Financing),
- évaluation des provisions,
- durée de location retenue comme période ferme d'engagement pour l'application d'IFRS16 aux contrats pris à bail.

À la date à laquelle les états financiers consolidés simplifiés ont été examinés par le Conseil d'Administration, celui-ci considère que ces estimations intègrent dans la mesure du possible toutes les informations dont il dispose.

5.1.2. NORMES COMPTABLES NOUVELLES ET AMENDÉES, ET INTERPRÉTATIONS

5.1.2.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables au 1er janvier 2022

Les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-après, sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022 :

- Améliorations annuelles 2018-2020, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2022 :
 - ▶ IAS 41 - Impôts dans les évaluations de la juste valeur,
 - ▶ IFRS 9 - Décomptabilisation d'un passif financier : frais et commissions à intégrer dans le test des 10%,
 - ▶ IFRS 16 - avantages incitatifs à la location ;
- Amendement d'IAS 37, Contrats déficitaires - coût d'exécution du contrat, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2022 ;
- Amendement d'IFRS 3, Référence au cadre conceptuel, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2022 ;
- Amendements d'IAS 16 « Immobilisations corporelles - produit antérieur à l'utilisation prévue », d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2022 ;
- Décision de l'IFRIC de mars 2021, portant sur le traitement des coûts d'implémentation d'un contrat SaaS (« Software as a Service »).

Ils n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du groupe.

5.1.2.2. Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne

En l'attente de leur adoption définitive par l'Union européenne, le groupe n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations suivantes :

- Amendement d'IAS 1, présentation des états financiers : classement des dettes en courants ou en non courants, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Amendement d'IAS 1, information à fournir sur les principes comptables et mise à jour du Practice statement 2 « Making materiality judgements », d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Amendement d'IAS 8, définition d'une estimation comptable, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ;
- Amendement d'IFRS 10 et IAS 28, « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise » ;
- IFRS 17 « Contrats d'assurance », d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultants d'une même transaction ».

Le groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels impacts de la première application de ces textes.

5.1.3. CHANGEMENTS DE PRESENTATION

Depuis fin 2021, le groupe comptabilise les charges liées aux opérations d'affacturage et d'affacturage inversé en « Résultat opérationnel courant » et non plus en « Résultat financier ».

Le groupe a fait évoluer sa grille d'analyse des contrats de sale & lease-back au regard des normes IFRS9, IFRS15 et IFRS16. Désormais, les contrats portant sur certains types d'actifs ne sont reconnus que pour leur marge, en résultat financier opérationnel. Au 30 juin 2022, ces contrats représentaient un volume d'affaires de 10 millions d'euros contre 2 millions d'euros au 30 juin 2021.

Ces évolutions sont appliquées au premier semestre 2022 ainsi que sur les périodes comparatives.

5.1.4. ACTIFS/PASSIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITÉS NON POURSUIVIES

La norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Un actif non courant ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés, est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable. La Direction doit s'être engagée à la vente et on doit s'attendre à ce que celle-ci se qualifie pour la comptabilisation en tant que vente conclue dans le délai d'un an à compter de la date de son classement.

Ces actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont mesurés au plus faible de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts de vente. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée au bilan du groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat de ces activités est présenté séparément au compte de résultat sous la ligne « Résultat net des activités non poursuivies » et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

5.1.4.1. Activités non poursuivies

Une activité non poursuivie (arrêtée, cédée) ou en cours de cession est une composante dont le groupe s'est séparé ou qui est destinée à être cédée et :

- qui représente un secteur d'activité ou une région géographique principale et distincte pour le groupe ;
- qui fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'un secteur d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- qui est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Le résultat net des activités non conservées comprend :

- le résultat net d'impôt de l'activité non conservée réalisé jusqu'à la date de cession ou jusqu'à la date de clôture si l'activité non conservée n'a pas encore été cédée à la clôture de l'exercice ;
- le résultat de cession net d'impôt si l'activité non conservée a été cédée avant la clôture de l'exercice.

5.1.4.2. Principales évolutions

Au premier semestre 2022, le Conseil d'Administration a ajouté 2 périmètres à la liste des activités et entités non stratégiques destinées à être arrêtées ou cédées et en a reclassé un en activités poursuivies. Dès lors, les comptes à fin juin 2021 ont été retraités afin d'assurer la comparabilité à ceux à fin juin 2022, en reclassant en « Résultat net des activités non poursuivies » les activités de ces entités conformément à la norme IFRS5.

5.1.4.3. Impacts des activités non poursuivies sur le compte de résultat

Le résultat net de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, en « Résultat net des activités non poursuivies ». Conformément à la norme IFRS 5, les données comparatives sont retraitées. L'application de la norme IFRS 5 impacte le compte de résultat consolidé des activités poursuivies des semestres 2022 et 2021 de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Produits des activités poursuivies	125,1	168,3
Charges opérationnelles	(123,0)	(163,6)
Résultat opérationnel courant	2,1	4,7
Autres produits et charges opérationnels non courants	(4,5)	2,4
Résultat opérationnel	(2,4)	7,0
Autres charges et produits financiers	(0,4)	(0,5)
Résultat avant impôt	(2,8)	6,5
Impôts	0,9	(0,9)
Résultat net des activités non poursuivies	(1,9)	5,6

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.1.4.4. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Les actifs et passifs de ces activités sont présentés sur des lignes séparées de l'état de la situation financière. L'application de la norme IFRS 5 impacte l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	31 décembre 2021
Ecart d'acquisition	43,3	6,1
Autres actifs non courants	27,7	30,1
Actifs courants	87,1	27,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8,7	4,8
Actifs détenus en vue de la vente	166,8	69,0
Passifs non courants	2,6	2,8
Passifs courants	60,9	27,9
Passifs détenus en vue de la vente	63,5	30,7

5.2. Variation du périmètre de consolidation au premier semestre 2022

5.2.1. CESSIONS

Il n'y a pas eu de cession de société au premier semestre 2022.

5.2.2. ACQUISITIONS OU ENTREES AU CAPITAL

Sofi groupe : en faisant l'acquisition de 90% des parts de la société au deuxième trimestre 2022, Econocom France SAS est devenu actionnaire majoritaire de Sofi groupe, acteur industriel de référence du reconditionnement en France afin de développer le marché du numérique reconditionné en Europe. Sofi Groupe est consolidée en intégration globale au sein de l'activité TMF.

Semic : au deuxième trimestre 2022, le groupe a également pris le contrôle de Semic en acquérant une part majoritaire (51 %) de ce fournisseur de solutions informatiques, spécialisé dans les services de transformation digitale des entreprises et des organisations publiques. Semic est consolidée en intégration globale au sein de l'activité P&S.

5.2.3. AUTRES VARIATIONS DE PERIMETRE

ASP Serveur : suite à l'arrêt des activités de la société, le groupe ne la consolide plus à compter du 1^{er} juin 2022.

5.2.4. VARIATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre ou de pourcentage d'intérêt au premier semestre 2022.

5.3. Information sectorielle

L'information sectorielle, présentée en application de la norme IFRS 8, est établie sur la base des données de gestion interne communiquées à la Direction du Groupe, aux fins d'affectation des ressources et d'évaluation de la performance.

Le groupe ayant souhaité, pour son suivi de gestion, distinguer à nouveau Produits et Solutions (P&S), Services et Technology, Management & Financing (TMF), l'information sectorielle présentée en application de la norme IFRS 8, reprend également cette segmentation depuis fin 2021.

Le chiffre d'affaires interne opérationnel se compose :

- des ventes de biens et services : le groupe s'assure que ces transactions sont faites à des conditions de marché et qu'aucun montant significatif de marge interne ne soit stocké ;
- des refacturations de frais de structure et de personnel.

Le résultat sectoriel du groupe est le « Résultat opérationnel courant des activités ». Il correspond au Résultat opérationnel avant autres charges et produits opérationnels non courants et amortissements des actifs incorporels d'acquisition.

5.3.1. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ OPÉRATIONNEL

La contribution aux comptes du groupe de chaque secteur d'activité opérationnel est présentée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	Total
1^{er} semestre 2022				
Chiffre d'affaires avec les clients externes	566,3	273,4	500,2	1 339,9
Chiffre d'affaires interne	(73,6)	(25,7)	(1,0)	(100,3)
Total - Revenus des secteurs opérationnels	492,7	247,7	499,2	1 239,5
Résultat opérationnel courant des activités	16,9	20,3	21,6	58,8
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	-	-	(1,0)	(1,0)
Résultat opérationnel courant des activités	16,9	20,3	20,6	57,8

1 ^{er} semestre 2021 retraité*	P&S	Services	TMF	Total
Chiffre d'affaires avec les clients externes	453,9	296,7	432,8	1 183,4
Chiffre d'affaires interne	(63,9)	(26,8)	(0,1)	(90,8)
Total - Revenus des secteurs opérationnels	390,0	269,9	432,7	1 092,6
Résultat opérationnel courant des activités	14,9	19,7	17,7	52,3
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	-	-	(1,0)	(1,0)
Résultat opérationnel courant des activités	14,9	19,7	16,7	51,3

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.3.2. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La contribution de chaque secteur d'activité opérationnel aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	1 ^{er} semestre 2022
France	217,2	172,1	254,0	643,3
Benelux	80,3	38,2	46,7	165,3
Europe du Sud	120,7	37,4	121,0	279,2
Europe du Nord et de l'Est	71,3	-	68,4	139,7
Amériques	3,1	-	9,0	12,1
Total	492,7	247,7	499,2	1 239,5

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	1 ^{er} semestre 2021 retraité*
France	188,9	195,8	168,1	552,8
Benelux	73,4	40,5	53,4	167,2
Europe du Sud	95,1	33,6	117,2	245,9
Europe du Nord et de l'Est	30,7	-	77,4	108,1
Amériques	2,0	-	16,6	18,6
Total	390,0	269,9	432,7	1 092,6

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.4. Charges opérationnelles

5.4.1. FRAIS DE PERSONNEL

Les charges de personnel se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Salaires et traitements	(165,5)	(167,4)
Charges sociales	(49,5)	(54,8)
Autres charges de personnel	(12,1)	(11,1)
Total	(227,1)	(233,4)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021 (cf. 5.1.4.).

5.4.2. CHARGES EXTERNES

Les charges externes se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(21,7)	(24,7)
Commissions agents	(12,7)	(9,8)
Services extérieurs (entretiens, assurances...)	(6,9)	(4,8)
Autres charges externes (sous-traitances, relations publiques, transports...)	(21,6)	(17,1)
Total	(62,9)	(56,4)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.4.3. DOTATIONS ET REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Les dotations et reprises sur amortissements et provisions se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Immobilisations incorporelles : concessions, brevets, licences et droits similaires, fonds de commerce	(4,2)	(4,2)
Immobilisations corporelles données en location	(9,4)	(9,9)
Autres immobilisations corporelles	(4,9)	(5,2)
Dotations aux amortissements	(18,6)	(19,2)
Dotations et reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation	(5,1)	3,8
Total	(23,7)	(15,4)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.4.4. PERTE NETTE DE VALEUR SUR ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS

Les pertes nettes de valeur sur actifs courants et non courants se décomposent de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Perte de valeur sur stocks	(0,6)	(0,4)
Reprise de perte de valeur sur stocks	0,2	0,1
Perte nette / Gain net - stocks	(0,4)	(0,3)
Perte de valeur sur créances douteuses	(4,7)	(1,7)
Reprise de perte de valeur sur créances douteuses	4,8	10,5
Gains et pertes sur réalisations de créances	(1,8)	(1,9)
Pertes nettes/gains nets – créances commerciales	(1,7)	6,9
Total	(2,0)	6,6

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021 (cf. 5.1.4.).

5.4.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION COURANTS

Les autres produits et charges d'exploitation courants se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Refacturations et indemnités reçues	3,3	6,2
Moins-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Refacturations et indemnités versées	-	0,5
Total	3,3	6,7

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021 (cf. 5.1.4.).

5.4.6. RESULTAT FINANCIER OPERATIONNEL

Le tableau ci-après détaille les produits et charges financiers opérationnels selon leur nature :

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Produits financiers opérationnels liés à l'activité Technology Management & Financing	7,3	8,9
Produits financiers opérationnels divers	0,7	0,4
Total produits financiers opérationnels	7,9	9,3
Charges financières opérationnelles liées à l'activité TMF	(3,6)	(5,9)
Charges financières opérationnelles diverses	(2,7)	(1,2)
Différence de change	0,9	0,5
Total charges financières opérationnelles	(5,5)	(6,6)
Total	2,5	2,7

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.5. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les « autres produits et charges opérationnels non courants », exclus du résultat opérationnel courant, comprennent notamment :

- les coûts de restructurations et les coûts relatifs aux adaptations des effectifs ;
- les coûts liés aux déménagements d'activité ;
- les coûts liés aux différentes opérations de croissance externes (honoraires d'acquisitions) ;
- les variations de valeur sur les dettes d'acquisition (compléments de prix) : les variations de valeurs des options croisées d'engagement de rachat des intérêts minoritaires sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- les résultats de cessions significatives d'immobilisations corporelles et incorporelles, d'actifs ou de participations opérationnelles dans les activités poursuivies ;
- les pertes de valeur d'écart d'acquisition ;
- et, plus généralement, tous les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Coûts liés aux réorganisations	(5,9)	(3,4)
Coûts des surfaces inoccupées et dépréciations d'immobilisations	(1,6)	(2,7)
Coûts d'acquisition	(0,8)	(0,4)
Autres	(1,9)	(1,0)
Autres charges et autres produits opérationnels non courants	(10,2)	(7,5)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021 (cf. 5.1.4.).

5.6. Résultat financier

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Plus-value sur cession d'actifs financiers	0,2	0,2
Autres produits financiers	0,4	0,1
Produits financiers	0,6	0,3
Intérêts sur financements à court terme	(1,1)	(1,0)
Charges de dettes long terme	(0,1)	(0,1)
Charges d'intérêts sur emprunts obligataires	(3,4)	(4,4)
Composante financière des engagements de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	(0,2)	(0,1)
Charges d'intérêts sur dettes locatives (IFRS 16)	(0,8)	(0,7)
Autres charges financières	(0,8)	0,3
Charges financières	(6,4)	(6,0)
Résultat financier	(5,8)	(5,7)

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

5.7. Impôts sur les résultats

Rationalisation du taux d'impôt

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Résultat avant impôt des activités poursuivies	41,9	38,0
Impôts sur le résultat des activités poursuivies	(6,4)	(13,2)
Taux effectif d'impôt rapporté au résultat avant impôt	15,3%	34,6%
Taux projeté d'impôt sur les sociétés	24,0%	29,0%

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1er semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1er semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1er semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

La charge d'impôt sur le premier semestre s'établit à 6,4 millions d'euros dont 1,3 million d'euros de taxes assimilables à l'impôt (contre 1,4 million d'euros au premier semestre 2021) ; il s'agit de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en France, nette d'impôt sur les sociétés, et des cotisations Imposta Regionale sulle Attività Produttive (IRAP) en Italie (cf. note 7 des états financiers consolidés du 31 décembre 2021).

Le taux moyen d'impôt sur les sociétés (IS), pour les activités qui y sont soumises, a été estimé pour la période en cours à 24,0% contre 29,0% au 1^{er} semestre 2021. La diminution de la charge d'impôt entre 1^{er} semestre 2021 et 1^{er} semestre 2022 est donc due à la fois à la baisse de ce taux projeté et aux profits non taxables à l'IS enregistrés au 1^{er} semestre 2022.

5.8. Résultat par action et résultat par action dilué

Le résultat de base par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, c'est-à-dire en excluant *pro rata temporis* les actions détenues en auto-contrôle.

Résultat net consolidé part du groupe, par action

<i>en millions d'euros, à l'exception des données par action et du nombre d'actions</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Résultat net consolidé, part du groupe	32,4	27,8
Résultat net consolidé, part du groupe, des activités poursuivies	34,6	22,3
Résultat net consolidé, part du groupe, des activités non poursuivies	(2,2)	5,6
Nombre moyen d'actions en circulation	176 886 324	195 483 870
Résultat net consolidé, part du groupe, par action (en €)	0,183	0,142
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe, par action (en €)	0,196	0,114
Résultat net des activités non poursuivies, part du groupe, par action (en €)	(0,013)	0,029

Résultat net récurrent, par action

<i>en millions d'euros, à l'exception des données par action et du nombre d'actions</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Résultat net récurrent	44,0	31,1
Résultat net récurrent – part minoritaires	1,2	2,5
Résultat net récurrent – part groupe	42,8	28,6
Résultat net récurrent par action (en €)	0,249	0,159
Résultat net récurrent par action, part minoritaires (en €)	0,007	0,013
Résultat net récurrent par action, part du groupe ⁽¹⁾ (en €)	0,242	0,146

* Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges du 1^{er} semestre 2021 des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021. Par ailleurs, le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2021 est impacté du reclassement des frais d'affacturage et d'affacturage inversé qui sont désormais présentés dans le résultat opérationnel courant, de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des

02 états financiers consolidés

logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

(1) Le résultat net récurrent part du groupe correspond au résultat net part du groupe, avant prise en compte des éléments suivants :

- amortissements des actifs incorporels d'acquisition, nets des effets fiscaux ;
- autres produits et charges opérationnels non courants, nets des effets fiscaux ;
- autres produits et charges financiers non courants, nets des effets fiscaux ;
- résultat net des activités abandonnées.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments financiers donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

5.9. Écarts d'acquisition

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués comme suit entre les trois unités génératrices de trésorerie :

<i>en millions d'euros</i>	P&S	Services	TMF	Total
Écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2022	141,7	237,2	116,0	494,9
Reclassification en actifs détenus en vue de la vente	(35,2)	-	-	(35,2)
Ajustements sur coût d'acquisition	4,6	-	-	4,6
Acquisitions	16,7	-	25,6	42,4
Cessions	-	-	-	-
Écarts de conversion	(0,3)	-	-	(0,3)
Écarts d'acquisition au 30 juin 2022	127,5	237,2	141,6	506,4
dont montant brut	127,5	241,5	141,6	510,6
dont dépréciation cumulée	-	(4,3)	-	(4,3)

Au 30 juin 2022, les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés Sofi groupe et Semic, acquises au cours du semestre, sont encore provisoires et toujours dans la période d'affectation.

Compte tenu de ses prévisions de résultat pour l'année et des perspectives pour les années suivantes, le groupe n'a pas considéré nécessaire de mettre en œuvre de test d'impairment au 30 juin 2022. Par ailleurs, les hypothèses retenues fin 2021, n'ont pas été remises en question au cours du 1^{er} semestre 2022.

5.10. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

5.10.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Fonds de commerce & portefeuilles clients	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Systèmes d'information et développements internes	Autres	Total
Coût d'acquisition					
Valeur brute au 31 décembre 2021 retraité*	54,6	25,6	49,4	1,8	131,4
Acquisitions	-	0,6	4,0	-	4,6
Cessions/Mises au rebut	-	-	(1,9)	-	(1,9)
Variations de périmètre	-	1,4	2,0	-	3,4
Transferts et autres	-	0,5	(0,6)	-	(0,0)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	(0,7)	4,8	0,1	1,6	5,8
Valeur brute au 30 juin 2022	53,9	32,9	53,0	3,4	143,2
Amortissements et pertes de valeur					
Amortissements cumulés au 31 décembre 2021 retraité*	(36,6)	(22,9)	(33,4)	(1,3)	(94,2)
Dotations	(1,0)	(1,6)	(2,3)	(0,1)	(5,1)
Cessions/Mises au rebut	-	-	1,6	-	1,6
Variations de périmètre	-	(1,0)	(1,1)	-	(2,0)
Transferts et autres	-	-	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	0,3	(2,6)	-	(1,6)	(3,9)
Amortissements cumulés au 30 juin 2022	(37,3)	(28,1)	(35,2)	(3,0)	(103,5)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2021 retraité*	18,1	2,5	15,9	0,7	37,2
Valeur nette comptable au 30 juin 2022	16,7	4,8	17,8	0,4	39,7

* du fait de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode (cf. 5.1.3.).

5.10.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en millions d'euros</i>	Terrains et construc- tions	Installations, matériel informatique	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisa- tions corporel- les	Immobilisa- tions données en location	Total
Coût d'acquisition						
Valeur brute au 31 décembre 2021	29,9	51,4	17,4	15,6	0,8	115,2
Acquisitions	0,8	1,5	0,1	1,5	-	3,8
Cessions/Mises au rebut	-	(1,0)	(0,5)	(0,1)	-	(1,6)
Variations de périmètre	3,6	0,1	0,3	0,6	-	4,6
Transferts et autres	0,1	0,1	-	(0,7)	-	(0,5)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	0,2	(2,1)	-	-	-	(1,9)
Valeur brute au 30 juin 2022	34,7	50,0	17,3	16,9	0,8	119,7
Amortissements et pertes de valeur						
Amortissements cumulés au 31 décembre 2021	(17,0)	(41,6)	(12,1)	(11,8)	(0,8)	(83,4)
Dotations	(1,2)	(2,1)	(1,3)	(0,4)	-	(4,9)
Cessions/Mises au rebut	-	0,9	0,5	-	-	1,4
Variations de périmètre	(2,2)	(0,1)	(0,2)	-	-	(2,6)
Transferts et autres	-	0,3	-	-	-	0,3
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	(0,2)	1,8	-	-	-	1,6
Amortissements cumulés au 30 juin 2022	(20,6)	(40,8)	(13,1)	(12,1)	(0,8)	(87,5)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2021	12,9	9,8	5,3	3,8	-	31,8
Valeur nette comptable au 30 juin 2022	14,1	9,1	4,2	4,8	-	32,2

5.10.3. DROITS D'UTILISATION

Actifs liés aux droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

<i>en millions d'euros</i>	Bâtiments & aménagements	Véhicules	Total
Coût d'acquisition			
Valeur brute au 31 décembre 2021	88,9	33,0	121,9
Acquisitions	7,4	3,6	11,0
Réévaluation et fin de contrat	(6,5)	(0,7)	(7,2)
Transferts et autres	(0,1)	-	(0,1)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	(0,6)	(1,1)	(1,7)
Valeur brute au 30 juin 2022	89,2	34,8	124,0
Amortissements et pertes de valeur			
Amortissements cumulés au 31 décembre 2021	(44,7)	(22,2)	(67,0)
Dotations	(6,3)	(3,1)	(9,4)
Réévaluation et fin de contrat	5,2	0,3	5,5
Transferts et autres	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	0,4	1,0	1,4
Amortissements cumulés au 30 juin 2022	(45,3)	(24,2)	(69,5)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2021	44,2	10,7	55,0
Valeur nette comptable au 30 juin 2022	43,9	10,7	54,5

Dettes de loyers

<i>en millions d'euros</i>	Total	< à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	> 5 ans
Dettes de loyers	57,3	18,6	13,8	16,7	8,2

5.10.4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>en millions d'euros</i>	Participations dans des sociétés non consolidées ⁽¹⁾	Participations dans des sociétés mises en équivalence ⁽²⁾	Autres Immobi- lisations financières ⁽³⁾	Total
Solde au 31 décembre 2020	4,9	0,5	25,1	30,5
Augmentations	-	-	3,6	3,6
Remboursements/Cessions	-	-	(6,9)	(6,9)
Variations de périmètre	0,4	(0,6)	-	(0,2)
Résultat des participations mises en équivalence	-	0,1	-	0,1
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2021	5,3	-	21,8	27,1
Solde au 31 décembre 2021	8,6	-	20,9	29,5
Augmentations	-	-	0,5	0,5
Dotations	(0,4)	-	-	(0,4)
Remboursements/Cessions	(0,1)	-	(3,2)	(3,3)
Variations de périmètre	0,1	-	0,1	0,1
Résultat des participations mises en équivalence	-	-	-	-
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	(3,5)	-	(1,2)	(4,8)
Solde au 30 juin 2022	4,7	-	17,0	21,6

(1) Il s'agit de participations du groupe dans des entités non contrôlées pour 4,7 millions d'euros, dont principalement 2,4 millions d'euros de titres Hélios, 0,8 million d'euros de titres Histoverly, 0,5 million d'euros de titres Kartable, 0,5 million d'euros de titres Magic Makers, 0,3 million d'euros de titres pour JTRS et 0,2 pour Neuradom.

(2) Au 30 juin 2022, il n'y a plus d'entité mise en équivalence

(3) Les autres immobilisations financières concernent principalement des dépôts et cautionnements.

5.11. Autres créances à long terme

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Etat, subventions à recevoir à long terme	0,0	2,7
Autres créances à long terme	17,3	20,6
Autres créances	17,3	23,3

5.12. Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location

L'intérêt résiduel du groupe Econocom dans les actifs cédés correspond à une valeur de marché prévisionnelle. La Direction émet une estimation qui requiert un jugement critique. Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location correspondent à une valeur de marché prévisionnelle.

Cet intérêt résiduel porté en immobilisations financières est calculé de la manière suivante :

- pour tous les contrats de durée fixe, la valeur de marché prévisionnelle est calculée selon une méthode d'amortissement dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement. C'est donc un actif à long terme qu'il convient d'actualiser selon les mêmes règles que celles du contrat en référence. Cette règle ne s'applique pas sur des cas non standards qui restent limités ;
- pour les contrats renouvelables de gestion de parc, la méthode d'amortissement dégressive accélérée décrite ci-dessus n'est pas applicable. La valeur de marché prévisionnelle pour ces contrats est calculée en prenant un pourcentage fixe du prix d'achat d'origine des équipements.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location part non courante (1 an < x < 5 ans)	129,5	128,0
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location part courante (<1 an)	42,2	42,7
Total	171,7	170,7

Le groupe procède à des mises à jour régulières de l'estimation de ses intérêts résiduels dans les actifs donnés en location par l'application d'une méthode statistique résultant de son expérience des marchés de seconde main. Au 30 juin 2022, le groupe a procédé à une telle mise à jour pour les contrats signés depuis le 1^{er} janvier.

Compte tenu de cette mise à jour ainsi que des autres variations enregistrées au cours du semestre, le montant d'intérêt résiduel à fin juin 2022 augmente de 1 million d'euros par rapport au 31 décembre 2021 et s'établit à 171,7 millions d'euros sur un portefeuille d'actifs donnés en location de 5,5 milliards d'euros (prix d'achat des actifs à l'origine), soit un ratio intérêts résiduels/portefeuille d'actifs de 3,1% (3,1% à fin décembre 2021).

L'incidence de l'actualisation sur la valeur totale des intérêts résiduels s'élève à 7,8 millions d'euros au 30 juin 2022, soit des valeurs avant actualisation de 179,5 millions d'euros au 30 juin 2022. Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location concernent des actifs IT et des actifs industriels pour respectivement 137,9 et 41,6 millions d'euros avant actualisation.

5.13. Dettes d'engagements bruts de valeurs résiduelles financières

Le groupe rachète à ses refinanceurs les équipements loués lorsque les contrats viennent à échéance. Ces valeurs de rachat sont dénommées « engagements bruts de valeurs résiduelles financières ». Elles constituent une dette, en général à long terme, qu'il convient d'actualiser selon les mêmes règles que celles du contrat de référence. Cette dette est portée en dettes financières mais exclue de l'endettement net.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Engagement brut totale des valeurs résiduelles financières part non courante (1 an < x < 5 ans)	76,2	75,3
Engagement brut totale des valeurs résiduelles financières part courante (< 1 an)	22,6	22,8
Total	98,9	98,1

La valeur actualisée des dettes « d'engagement brute de valeurs résiduelles » long terme et court terme s'élève à 98,9 millions d'euros. L'impact cumulé de l'actualisation est de 6,1 millions d'euros à fin juin 2021, soit 105,0 millions d'euros avant actualisation au 30 juin 2022.

5.14. Autres Passifs financiers

Les autres passifs financiers correspondent aux dettes d'acquisition conditionnées regroupant les options d'engagement de rachat des intérêts minoritaires, les compléments de prix et les paiements différés qui ont été accordés le plus souvent sous réserve de l'atteinte d'objectifs financiers futurs. Ces dettes dépendent ainsi des niveaux estimés de performances futures des sociétés concernées (par exemple, multiple d'EBIT, niveau attendu de trésorerie future ...).

À fin juin 2022, le groupe dispose d'options d'achat (et les actionnaires minoritaires d'options de vente) sur les titres restants qui doivent lui permettre d'acquérir tout ou partie du capital des entités suivantes : Asystel Italia, Exaprobe, Helis, Sofi Groupe, Semic et Trams. Ces options imposent à Econocom de procéder à l'acquisition des titres et lui confèrent également le droit d'en obtenir la cession par les minoritaires.

<i>en millions d'euros</i>		Options croisées d'engage- ment de rachat des intérêts minori- taires	Complé- ments de prix	Paiements différés	Total dettes d'acquisi- tion condition- nées	Part courante	Part non courante
Au 31 décembre 2021		54,6	1,5	0,6	56,7	47,1	9,6
Cessions et IFRS 5				(0,1)	(0,1)		
Augmentation par capitaux propres ou goodwill		21,3	0,8	0,1	22,2		
Décaissements		(3,3)	(0,8)	(0,1)	(4,1)		
Reclassement / Autres		(8,4)		8,4	-		
Variation de juste valeur	Par capitaux propres	4,6			4,6		
	Par résultat opérationnel non courant				-		
	Par résultat opérationnel courant				-		
Au 30 juin 2022		68,7	1,5	9,0	79,2	47,8	31,4

5.15. Actifs et passifs d'exploitation

5.15.1. STOCKS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022			31 déc. 2021		
	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
Équipements en cours de refinancement	22,3	(0,5)	21,9	19,8	(0,5)	19,3
Autres stocks	75,9	(6,5)	69,4	110,0	(6,7)	103,3
Matériels informatiques et télécoms	69,3	(2,7)	66,6	49,7	(3,0)	46,7
Pièces détachées et autres	6,6	(3,8)	2,8	60,2	(3,7)	56,6
Total	98,2	(6,9)	91,3	129,8	(7,1)	122,6

5.15.2. CLIENTS, AUTRES DEBITEURS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

	30 juin 2022			31 déc. 2021		
<i>en millions d'euros</i>	Brut	Dépr.	Net	Brut	Dépr.	Net
Clients	871,2	(53,5)	817,7	783,0	(50,9)	732,1
Autres débiteurs	43,6	(2,6)	41,0	67,8	(3,5)	64,3
Total Clients et autres débiteurs	914,8	(56,1)	858,6	850,8	(54,4)	796,4
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif	31,3	-	31,3	19,7	-	19,7
Autres actifs courants	34,3	-	34,3	32,1	-	32,1

L'évolution du poste clients est détaillée ci-après, par activité :

	30 juin 2022				31 décembre 2021			
<i>en millions d'euros</i>	Créances facturées nettes des dépréciations	Factures à émettre	Encours de location	Total	Créances facturées nettes des dépréciations	Facture à émettre	Encours de location	Total
P&S	71,8	36,5	-	108,3	106,0	48,7	-	154,7
Services	36,5	49,5	-	85,9	22,1	22,8	-	44,9
TMF	216,2	8,3	398,9	623,5	234,8	5,3	292,4	532,5
Total	324,5	94,2	398,9	817,7	362,9	76,7	262,4	732,1

Dépréciation des créances

<i>en millions d'euros</i>	31 déc. 2021	Dotations	Reprises	Autres variations	Reclass. en actifs détenus en vue de la vente	30 Juin 2022
Perte de valeur sur créances douteuses	(50,9)	(6,3)	5,7	(2,0)	-	(53,5)

Autres débiteurs

Les autres débiteurs représentent des créances sur le Trésor Public et diverses créances sur les tiers (fournisseurs, factor...) :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Créances fiscales hors impôt	14,3	32,4
Créances sur factors	6,9	13,7
État, subventions à recevoir	0,4	0,8
Fournisseurs débiteurs	11,7	11,0
Autres	7,7	6,4
Autres débiteurs	41,0	64,3

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent essentiellement à des charges constatées d'avance pour 34,3 millions d'euros contre 32,1 millions d'euros au 31 décembre 2021 retraité.

5.15.3. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS COURANTS, AUTRES PASSIFS COURANTS

Le poste « fournisseurs et autres créditeurs courants » se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Fournisseurs	648,8	707,3
Autres créditeurs	170,5	174,7
Dettes fiscales et sociales	140,7	168,8
Rémunération des actionnaires à payer	26,2	0,9
Clients créditeurs et autres	3,6	5,1
Total fournisseurs et autres créditeurs	819,3	882,0

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021 retraité*
Passifs du contrats	41,0	52,1
Produits constatés d'avance	89,0	124,4
Autres passifs	16,7	12,8
Autres passifs courants	105,8	137,2

5.16. Trésorerie, endettement brut et endettement net

5.16.1. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans le poste Dettes financières.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique Résultat financier opérationnel.

La trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie ; elle est présentée nette des découverts bancaires. La décomposition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à fin juin 2022 et fin décembre 2021 se présente comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Disponibilités	290,1	382,9
Caisses	0,1	0,1
Comptes à vue	290,0	382,9
Equivalents de trésorerie	18,8	22,9
Comptes à terme	0,0	0,7
Valeurs mobilières de placement	18,7	22,2
Trésorerie active	308,9	405,9
Découverts bancaires	(0,8)	(0,0)
Trésorerie nette des découverts bancaires	308,1	405,9

5.16.2. ENDETTEMENT BRUT

L'endettement brut présente l'ensemble des dettes portant intérêts et contractées par la réception d'instruments financiers. Sont exclus :

- les engagements bruts de valeurs résiduelles financières sur les biens donnés en location (passif) et les intérêts résiduels à l'actif,
- l'instrument dérivé de couverture du Schuldschein et,
- les passifs locatifs.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	31 déc. 2021
Dettes obligataire convertible (OCEANE) - part non courante	-	181,5
Dettes obligataire non convertible (Schuldschein) - part non courante	207,0	12,7
Emprunts obligataires – part non courante	207,0	194,3
Autres emprunts	68,1	66,9
Dettes de location financement ⁽¹⁾	32,7	41,4
Dettes financières – part non courante	100,7	108,3
Passifs non courants portant intérêt	307,7	302,6
Dettes obligataire convertible (OCEANE) - part courante	149,4	0,9
Dettes obligataire non convertible (Euro PP) - part courante	-	56,4
Dettes obligataire non convertible (Schuldschein) - part courante	1,1	0,3
Emprunts obligataires – part courante	150,6	57,6
Billets de trésorerie	22,0	21,5
Dettes d'affacturage ⁽²⁾	15,6	12,8
Dettes d'affacturage inversé	8,9	5,2
Autres emprunts et dettes assimilées avec recours	57,0	50,5
Dettes de location financement et assimilés ⁽¹⁾	18,2	22,6
Dettes financières – part courante ⁽³⁾	121,8	112,6
Passifs courants portant intérêt	272,4	170,1
Total de l'endettement brut⁽³⁾	580,1	472,7

(1) Essentiellement dette sur contrats refinancés avec recours : cette dette est adossée aux loyers de nos clients mais le groupe conserve une part du risque de crédit. Le groupe a donc réintégré un montant similaire de créances non cédées conformément à la norme IAS32 « instruments financiers : présentation ».

(2) Les dettes d'affacturage se composent des risques résiduels sur les contrats d'affacturage.

(3) Hors concours bancaires courants.

5.16.3. ENDETTEMENT NET

La notion d'endettement net utilisée par le groupe est constituée de l'endettement brut (cf. note 5.16.2) diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (cf. note 5.16.1).

en millions d'euros	31 déc. 2021	Flux moné- taires	Flux non monétaires			30 juin 2022
			Coût amorti emprunt	Effet de change	Autres	
Trésorerie nette des concours bancaires ⁽¹⁾	405,9	(69,5)	-	0,5	(28,7)	308,1
Billets de trésorerie et lignes de crédit	(71,9)	2,0	-	-	-	(69,9)
Trésorerie nette	334,0	(67,5)	-	0,5	(28,7)	238,2
Dette obligataire convertible (OCEANE)	(182,5)	34,8	(1,8)			(149,4)
Dette obligataire (Euro PP)	(56,4)	57,1	(0,7)			-
Dette obligataire (Schuldschein)	(13,0)	(194,3)	(0,9)			(208,1)
Contrats de location refinancés avec recours	(64,0)	12,9		0,2		(50,9)
Dettes d'affacturage avec recours	(12,8)	(4,0)		0,2	0,9	(15,6)
Dettes d'affacturage Inversé	(5,2)	(4,0)			0,2	(8,9)
Autres dettes	(67,0)	0,7			(10,9)	(77,2)
Sous-total	(400,8)	(96,7)	(3,4)	0,4	(9,7)	(510,2)
Excédent de trésorerie / (Endettement net)	(66,8)	(164,2)	(3,4)	0,8	(38,5)	(272,0)

(1) Dont concours bancaires courants de 0,8 million d'euros au 31 juin 2022 et 0,0 million d'euros au 31 décembre 2021. La variation de la trésorerie nette de -97,7 millions d'euros telle qu'elle ressort dans le tableau de flux de trésorerie est égale à la somme des -69,5 millions d'euros de flux monétaires, des +0,5 millions d'euros d'écart de conversion et des -28,7 millions d'euros d'autres variations.

Dettes obligataires convertibles (OCEANE)

Le groupe a procédé à des rachats sans conversion d'obligations convertibles (OCEANE) pour un montant total de 34,8 millions d'euros.

Dettes obligataires (Euro PP et Schuldschein)

Les flux monétaires sur les dettes obligataires non convertibles (Euro PP et Schuldschein) correspondent à l'émission d'un nouveau Schuldschein pour 200 millions d'euros, au remboursement anticipé d'une tranche de la dette obligataire Schuldschein préexistante pour 5,0 millions d'euros, au remboursement de la dernière tranche de l'Euro PP pour 55,0 millions d'euros et aux paiements des coupons. Les coupons payés sont présentés sur la ligne « intérêts décaissés » dans l'état des flux de trésorerie consolidés.

5.17. Éléments sur les capitaux propres

5.17.1. ÉLÉMENTS SUR LE CAPITAL SOCIAL

Le nombre total de titres conférant droit de vote est de 222 929 980.

	Nombre d'actions			Valeur en millions d'euros		
	Total	Auto Contrôle ⁽¹⁾	En circulation	Capital social	Primes liées au capital	Auto Contrôle
Au 31 décembre 2021	222 281 890	37 303 151	184 978 829	23,7	194,8	(106,0)
Augmentation de capital	648 000		648 000	0,1	1,7	
Achats nets de titres d'autocontrôle		7 851 174	(7 851 174)			(28,7)
Remboursement de prime d'émission					(25,3)	
Au 30 juin 2022	222 929 980	45 154 325	177 775 655	23,7	171,2	(134,6)

(1) Au 30 juin 2022, l'intégralité des actions sont en compte propre.

Le nombre d'actions dématérialisées s'élève à 161 070 230 et le nombre d'actions nominatives est de 61 859 750 soit un total de 222 929 980 actions.

5.17.2. ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE

Au 30 juin 2022, les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 343,2 millions d'euros (380,8 millions d'euros au 31 décembre 2021 retraité). L'évolution est présentée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022
Au 31 décembre 2021	380,8
Résultat global	39,1
Paielements fondés sur des actions (nets d'impôt)	2,9
Remboursement des primes d'émission / Rémunération de l'actionnaire	(25,3)
Augmentation de capital	1,8
Opérations sur actions propres	(28,7)
Impact des engagements de rachat des minoritaires	(23,2)
Reclassement réserves part du groupe / part des minoritaires suite aux acquisitions complémentaires	(0,5)
Divers (opérations affectant les intérêts minoritaires et autres opérations)	(3,7)
Au 30 juin 2022	343,2

5.17.3. PLAN D'OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Il a été consenti au profit de certains salariés et managers du groupe, des plans d'options de souscription d'actions à prix unitaire convenu. Les caractéristiques de ces plans sont détaillées ci-après. Suite au *split* de l'action intervenu en 2017, les options consenties entre 2014 et 2016 donnent chacune droit à deux actions Econocom.

Plans d'options	Options de souscription 2014 ⁽¹⁾		Options de souscription 2017 ⁽²⁾	Options d'achat	Total
Année d'attribution	2015	2016	2017	2022	
Options non exercées au 31 déc. 2021	356 800	85 000	90 000	-	531 800
Options attribuées sur la période	-	-	-	550 000	550 000
Options exercées sur la période	-	-	-	-	-
Options expirées ou perdues	-	-	-	-	-
Options non exercées au 30 juin 2022	356 800	85 000	90 000	550 000	1 081 800
Droits donnés en nombre d'actions comparables au 31 décembre 2021	713 600	170 000	90 000	-	973 600
Droits donnés en nombre d'actions comparables au 30 juin 2022	713 600	170 000	90 000	550 000	1 523 600
Prix d'exercice d'une option (en €)	7,70	11,70	6,04	0,42	
Prix d'exercice d'une action (en €)	3,85	5,85	6,04	0,42	
Cours moyen de l'action au moment de l'exercice	-	-	-	-	
Date limite d'exercice	déc. 2022	déc. 2023	déc. 2023	déc. 2024	-

(1) Le Conseil d'Administration a approuvé en décembre 2014 un plan d'émission de 2 500 000 droits de souscription. Ces options ont été attribuées par le Comité de Rémunération à hauteur de 2 075 000 pour l'exercice 2014, de 360 000 pour l'exercice 2015 et de 105 000 pour l'exercice 2016.

(2) Le Conseil d'Administration a approuvé en mai 2017 un plan d'émission de 2 000 000 droits de souscription, dont 1 950 000 ont été attribués en décembre 2017 par le Comité de Rémunération. Ces options seront également servies en actions nouvelles à émettre. Suites aux départs intervenus depuis cette date, seules 90 000 options sont encore exerçables.

5.17.4. PLAN D'ACTIONS GRATUITES

L'acquisition des actions gratuites attribuées par le Conseil d'Administration d'Econocom Group est conditionnée à l'atteinte d'objectifs individuels et/ou collectifs, internes et/ou externes au Groupe Econocom.

Chaque tranche est également conditionnée à la présence dans le Groupe jusqu'à la fin de la période d'acquisition ainsi qu'à des conditions de performance et de cours de bourse.

Le nombre d'actions gratuites au 30 juin 2022 est de 3 500 000.

Année d'attribution	Tranche	Actions gratuites non acquises au 31 déc. 2021	Attribution	Acquisition	Perte ou annulation	Actions gratuites non acquises au 30 juin 2022	Date d'acquisition définitive
2018	4	50 000	-	-	(50 000)	-	Mars 2022
	5	50 000	-	-	-	50 000	Mars 2023
2020	2	900 000	-	-	-	900 000	Juil/Sept 2022
2021	1	400 000	-	-	-	400 000	Juillet 2022
	2	900 000	-	-	-	900 000	Juillet 2023
	3	700 000	-	-	-	700 000	Juillet 2024
2022	1	-	275 000	-	-	275 000	Janvier 2023
	2	-	275 000	-	-	275 000	Janvier 2024
Total		3 000 000	550 000	-	(50 000)	3 500 000	-

5.17.5. ÉVOLUTION DES INTERETS MINORITAIRES

Au 30 juin 2022, les intérêts minoritaires s'élèvent à 77,1 millions d'euros (58,4 millions d'euros au 31 décembre 2021). Leur évolution est détaillée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022
Au 31 décembre 2021	58,4
Part de résultat global attribuable aux minoritaires	1,2
Remboursement des primes d'émission / Rémunération de l'actionnaire	(6,0)
Impact des engagements de rachat des minoritaires	23,2
Reclassement réserves part du groupe / part des minoritaires suite aux acquisitions complémentaires	0,5
Diverses transactions affectant les réserves minoritaires	(0,2)
Au 30 juin 2022	77,1

5.18. Provisions

<i>en millions d'euros</i>	31 déc. 2021	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres et change	30 juin 2022
Restructurations et risques sociaux	6,7	3,4	(0,2)	(0,5)	(0,4)	9,0
Risques juridiques, commerciaux et fiscaux	16,2	16,5	(1,5)	(5,4)	0,9	26,7
Commissions différées	1,4	0,0	(0,0)	(0,1)	(0,1)	1,2
Autres risques	7,7	0,1	(1,0)	(0,6)	(1,2)	5,0
Total	31,9	19,9	(2,7)	(6,7)	(0,7)	41,9
Part non courante	5,0	15,3	(0,0)	(1,2)	1,2	20,4
Part courante	26,8	4,6	(2,5)	(5,5)	(1,9)	21,4
Impact Résultats des dotations/reprises						
Résultat opérationnel courant		13,2	(2,8)	(5,5)		
Résultat opérationnel non courant		6,7	(0,0)	(1,2)		
Activités non poursuivies			0,2			

L'impact sur le résultat avant impôts de la période des dotations, nettes des reprises de provisions non utilisées, est de -17,2 million d'euros.

5.19. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

Définition de la trésorerie

La trésorerie dont la variation est analysée au tableau des flux de trésorerie intègre la variation de trésorerie de toutes les activités, qu'elles soient poursuivies, cédées ou en cours de cession.

La trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie ; elle est présentée nette des découverts bancaires.

Ces variations de trésorerie 2022 et 2021 sont présentées dans le tableau suivant :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets au début de l'exercice	405,8	648,5
Variation de la trésorerie nette	(97,7)	(350,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture de l'exercice	308,1	298,1

5.19.1. FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ressortent à -83,6 millions d'euros au premier semestre 2022 contre -152,2 millions d'euros au premier semestre 2021 ; ils résultent principalement :

- d'une capacité d'auto-financement qui s'élève à 73,3 millions d'euros en 2022 contre 51,7 millions d'euros en 2021 ;
- d'une augmentation de 73,8 millions d'euros en 2022 (contre 7,2 millions d'euros en 2021) des encours liés aux contrats autoportés dans l'activité Technology Management & Financing, nets des refinancements obtenus) ;
- d'autres augmentations du besoin en fonds de roulement de 74,2 millions d'euros au premier semestre 2022 (augmentation de 188,4 millions d'euros au premier semestre 2021).

5.19.1.1. Charges (produits) sans effet sur la trésorerie

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2022	1^{er} semestre 2021 retraité*
Amortissement et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	18,5	20,4
Dotations (reprises) nettes sur provisions pour risques et charges	10,3	(4,2)
Variation des provisions pour retraites et engagements assimilés	1,0	1,2
Perte de valeur sur créances commerciales, stocks et autres actifs courants	(0,0)	(8,7)
Total provisions, dépréciations et amortissements	30,0	8,6
Variation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location ⁽¹⁾	(3,9)	(0,2)
Coût d'actualisation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location et des engagements bruts de valeurs résiduelles financières	(1,0)	(1,0)
Perte/(gain) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	(0,1)
Profits et pertes de réévaluation à la juste valeur	(0,1)	(0,3)
Charges calculées liées aux paiements en actions	2,9	0,8
Impact des cessions d'activité et changement de méthode d'intégration et autres produits/charges sans incidence sur la trésorerie	0,3	-
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	2,3	(0,6)
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	28,4	7,8

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1^{er} semestre 2021 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, le tableau de flux de trésorerie consolidé du 1^{er} semestre 2021 de l'application en 2022 de la décision de l'IFRIC portant sur le traitement des coûts d'implémentation des logiciels en mode SaaS ainsi que des changements de méthodes comptables sur certains contrats de type sale & leaseback et sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

(1) La variation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location compare d'une année à l'autre la valeur actualisée de ces intérêts résiduels, retraitée des effets de change. Les effets d'actualisation de la période sont neutralisés dans le poste « Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie ».

5.19.1.2. Variation du besoin en fonds de roulement

L'augmentation du besoin en fonds de roulement se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 déc. 2021	Variation BFR S1 2022	Reclasse ments des actifs et passifs détenus en vue de le vente	Total autres variations (1)	30 juin 2022
Autres créances à long terme - brut		23,3	(1,9)	(0,6)	0,3	21,1
Stock - brut	5.15.1	129,8	(29,7)	(16,7)	14,8	98,2
Clients et autres débiteurs - brut	5.15.2	850,8	76,8	(36,5)	23,6	914,8
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location (2)	5.12	170,7	-	-	(1,0)	171,7
Actifs d'impôts courants		10,9	-	(1,0)	4,0	13,9
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif		19,7	12,1	1,4	(1,9)	31,3
Autres actifs courants	5.15.2	32,1	(0,7)	(3,0)	6,0	34,3
Clients et autres actifs d'exploitation		1 237,3	56,6	(56,3)	48,7	1 285,3
Autres dettes non courantes	5.15.4	(9,3)	(1,5)	(0,0)	(0,7)	(10,2)
Engagement brut de valeurs résiduelles financières (3)	5.13	(98,1)	(0,2)	0,2	(0,8)	(98,9)
Passif d'impôts courants		(17,2)	0,4	2,9	(0,2)	(14,2)
Fournisseurs et autres créditeurs	5.15.3	(882,0)	62,0	50,5	(49,8)	(819,3)
Passifs du contrat		(52,1)	8,7	(2,2)	4,5	(41,0)
Autres passifs courants	5.15.3	(137,2)	22,1	7,8	(1,5)	(105,8)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation		(1 195,9)	91,4	(59,4)	(44,2)	(1 089,3)
Total variation du besoin en fonds de roulement			148,0			
<i>dont investissements dans les contrats TMF autoportés</i>			73,8			
<i>dont autres variations</i>			74,2			

* Conformément à la norme IFRS 5, le retraitement des chiffres du 1er semestre 2021 est lié au reclassement en Variation nette de trésorerie des activités non poursuivies des flux des activités considérées comme non poursuivies au 1er semestre 2022. Par ailleurs, le tableau de flux de trésorerie consolidé du 1er semestre 2021 de l'application en 2022 des changements de méthodes comptables sur certains services inclus dans des contrats de l'activité TMF (cf. 5.1.3. et 5.1.4.).

(1) Correspond principalement aux mouvements de périmètre, aux variations de juste valeur et aux écarts de conversion.

(2) La variation des intérêts résiduels donnés en location est constatée dans la capacité d'auto-financement.

(3) Correspond à la variation des valeurs résiduelles financières hors effet de change et d'actualisation de la période.

5.19.2. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Les flux nets de trésorerie sur les opérations d'investissement, de -32,3 millions d'euros, s'expliquent principalement par :

- -27,0 millions d'euros de paiements nets liés aux acquisitions de sociétés et aux compléments de prix et dettes différées ;
- -8,1 millions d'euros de décaissements liés aux investissements en immobilisations corporelles et incorporelles dans les infrastructures et applicatifs informatiques du groupe ;
- +2,8 millions d'euros d'encaissements liés principalement à la cession de titres de participation.

5.19.3. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Les flux nets de trésorerie sur les opérations de financement +50,5 millions d'euros, s'expliquent principalement par :

- +199,0 millions d'euros à l'émission d'un nouveau Schudschein nets des frais associés ;
- -60,5 millions aux remboursements de dettes obligataires Euro PP (dernière tranche) et Schuldschein 2016 ;
- -33,8 millions d'euros de décaissements liés aux rachats d'une partie des OCEANE ;
- -28,7 millions d'euros de décaissements liés aux rachats d'actions propres ;
- -25,1 millions d'euros de remboursements de dettes financières ;
- +24,0 millions d'euros d'encaissements de dividendes de sociétés en activités non poursuivies ;
- -12,9 millions d'euros de diminution des dettes de refinancement des contrats de location ;
- -11,0 millions d'euros de décaissements liés aux contrats de location dont Econocom est preneur (bâtiments et véhicules) et présentés ici conformément à IFRS 16.

5.20. Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont donc pas présentées dans cette annexe.

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les principales opérations réalisées avec le Président du Conseil d'Administration, son Vice-Président, ses Administrateurs Délégués et Exécutifs ou avec les sociétés dans lesquelles ils exercent un contrôle ou une influence notable. Ces transactions excluent les éléments de rémunérations.

02 états financiers consolidés

S'agissant des conditions de rémunération des mandataires sociaux d'Econocom Group (administrateurs et délégués à la gestion journalière) et des dirigeants impliqués dans la direction générale du Groupe, elles sont arrêtées par le Conseil d'Administration. Au cours du semestre, certaines rémunérations ont évolué en lien avec l'évolution des responsabilités de certains dirigeants. Pour le reste, il n'y a pas eu de changement notable par rapport aux éléments présentés dans la note 22.1 aux comptes consolidés 2021.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

<i>en millions d'euros</i>	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	S1 2022	S1 2021	S1 2022	S1 2021	S1 2022	Déc 2021	S1 2022	Déc 2021
Econocom International BV (EIBV)	0,1	0,2	(0,5)	(1,0)	-	-	-	-
SCI de Dion-Bouton	-	-	(1,4)	(1,4)	2,5	2,4	-	-
SCI JMB	-	-	(0,5)	(0,6)	0,3	0,5	-	0,3
SCI Maillot Pergolèse	-	-	(0,1)	(0,1)	-	-	-	-
APL	-	-	(0,2)	(0,5)	-	-	0,2	-
Orionisa consulting	-	-	(0,1)	(0,1)	-	-	-	-
Métis	-	-	(0,6)	(0,3)	-	-	0,3	0,8
Total	0,1	0,2	(3,4)	(3,9)	2,8	2,9	0,6	1,2

Relations avec les entités contrôlées par Jean-Louis Bouchard

La SCI de Dion-Bouton, dont Jean-Louis Bouchard est Associé-Gérant, est propriétaire de l'immeuble de Puteaux, siège des activités françaises d'Econocom. Elle a perçu 1,4 million d'euros au titre des loyers du premier semestre 2022. En outre, le groupe Econocom a une créance de 2,5 millions d'euros représentative des cautions immobilières versées par la société Econocom France SAS à la SCI de Dion-Bouton.

La société Econocom International BV (EIBV), dont Jean-Louis Bouchard est Associé, est une société non cotée qui détient directement 40,0 % du capital d'Econocom Group SE au 30 juin 2022. Elle a facturé à Econocom Group SE et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 0,5 million d'euros sur le premier semestre 2022. Elle a, par ailleurs, supporté 0,1 million d'euros de refacturations par les entités du groupe Econocom.

Les transactions avec la SCI Maillot Pergolèse, propriétaire des locaux situés aux Ulis, en France, et dont Jean-Louis Bouchard est Associé et Robert Bouchard Gérant, représentent des loyers et charges locatives sur 2022, pour 0,1 million d'euros.

La SCI JMB, propriétaire de l'immeuble de Villeurbanne et dont Jean-Louis Bouchard est Associé-Gérant, a facturé des loyers et charges locatives au groupe pour un total de 0,5 million d'euros pour le premier trimestre 2022.

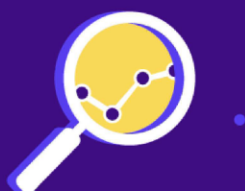
Autres relations avec des parties liées

Econocom Group s'est engagé à souscrire un montant de 3 millions d'euros dans le fonds d'investissements Educapital I FCPI, géré par une société de gestion (Educapital SAS) dont Marie-Christine Levet, administratrice indépendante d'Econocom Group, est présidente et actionnaire. Au 30 juin 2022, un montant de 2,6 million d'euros a déjà été appelé.

La société Orionisa Consulting, contrôlée par Jean-Philippe Roesh, a réalisé des prestations de conseil, pour un montant de 0,1 million d'euros.

5.21. Événements post clôture

Il n'y a pas eu d'événement significatif post-clôture.



retrouvez-nous sur econocom.com ou sur



econocom
équipements | services | financement